

L'Express Ottawa - Actualités

Report de l'ouverture de l'école Kanata-Nord



Plan de l'École élémentaire Kanata-Nord

Publié le 28 Novembre 2010

Sujets : [école Kanata-Nord](#) , [École élémentaire catholique Kanata-Nord](#) , [Ville d'Ottawa](#) , [Ontario](#)

Alors que son ouverture était prévue pour septembre 2011, l'École élémentaire catholique Kanata-Nord ouvrira finalement ses portes à la rentrée 2012 seulement.

Le retard est attribuable à plusieurs facteurs dont des délais dans l'achat du terrain, des analyses du site, de l'approbation de la Ville d'Ottawa et du ministère de l'Éducation de l'Ontario et de l'émission du permis de construction.

Le report de l'ouverture a été bien accueilli par les parents du conseil d'école de l'École élémentaire catholique Roger-St-Denis qui redoutaient un déménagement au milieu de l'année scolaire 2011-2012.

1 décembre 2010 | Le Droit | CHARLESCHARLESTHÉRIAULT THÉRIAULT
 ctheriault@ctheriault@ledroit.ledroit.com com

Prévenir les tragédies à l'école

Il y a moyen de prévenir la violence extrême dans les écoles en étant plus attentif à la détresse des jeunes et en intervenant à temps.



MARTIN ROY, LeDroit

Mike Ryan, du Service de police de la ville d'Ottawa, Bertrand Roy, du Conseil des écoles catholiques du Centre-Est, Barry Hammond, de la Commission scolaire Ottawa Carleton, François Benoît, du Conseil des Écoles publiques est de l'Ontario et Denise André, de la Commission scolaire catholique d'Ottawa, se sont donné de précieux outils.

Kevin Cameron, du Canadian center for threat assessment and trauma response, est convaincu de la pertinence de la prévention et de l'évaluation du risque dans ce domaine. Appelé à intervenir dans une école de Taber, en Alberta, à la suite d'une fusillade, en 1999, M. Cameron a développé une expertise en ce domaine ; depuis hier, il la partage avec les responsables des quatre conseils scolaires d'Ottawa ainsi qu'avec la police d'Ottawa. Les quatre conseils scolaires ont d'ailleurs signé un protocole d'entente à ce sujet, hier matin, au début du colloque de deux jours où il est question de collaboration entre l'école, la famille, la police et les travailleurs sociaux et autres professionnels de la santé.

Choisissez une de nos tables de billard de grandeur 4 x 8 au bas prix de **1599 \$**

Choisissez de nos 4 modèles à partir de **1899 \$**

Depuis 1975! **Palason** chez vous à Ottawa www.palason.ca

Selon M. Cameron, il y a moyen de prévenir ces tragédies en portant une attention particulière aux problèmes des jeunes, même s'il y a peu de risques qu'ils posent un geste aussi tragique que la tuerie dans une école de Denver en 1999 ou celle du collège Dawson, à Montréal, plus récemment. « Parfois, un jeune va écrire qu'il veut tuer quelqu'un et même s'il ne passe jamais l'acte, il faut découvrir ce qui le pousse à écrire une telle chose. Ça peut être un dessin qui exprime le désespoir. Est-ce qu'il est victime d'intimidation à l'école ? Réagit-il à des événements qui se passent dans sa famille ? On peut

Intervenir très tôt pour identifier les problèmes car la violence n'est pas spontanée ; elle est le résultat d'une évolution. Le protocole que nous avons établi peut être utilisé par un conseil scolaire plusieurs fois par année, dès que les responsables détectent un comportement qui peut mener à un geste violent ou un geste de désespoir comme une tentative de suicide », a expliqué M. Cameron. Jean-François Thibaudeau, directeur adjoint et responsable de la sécurité des élèves au Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario, croit aux méthodes enseignées par M. Cameron. « Il faut changer notre façon de faire qui se limite parfois à punir l'étudiant qui a des problèmes de comportement. Il faut sortir de ce carcan et offrir de l'aide aux jeunes qui en ont besoin. On est plus sensibles aux problèmes comme l'intimidation par exemple. On veut aussi changer la perception que les jeunes ont de la police et leur montrer que les policiers sont là pour les aider – et pas seulement pour exercer de la répression. »

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 1 Dec 2010 | Ottawa Citizen | BY MATTHEW PEARSON

Police, school boards, sign deal to fight violence, threats

Ottawa police and the city's four school boards have a new weapon to combat school violence.

Police and representatives from the two English-language and two French-language school boards Tuesday signed a new protocol agreement for assessing violence and threats of violence at area schools.

The agreement will see teams made up of principals, vice-principals, guidance councillors, psychologists, mental-health and probation workers, the Children's Aid Society and other social services agencies, as well as students, parents and guardians, more easily share information about young people who are exhibiting signs of violent behaviour.

The protocol was designed by Kevin Cameron, an expert in traumatic stress who worked with the Alberta government to develop a similar program following a 1999 school shooting in Taber that left one student dead.

Cameron, who is in Ottawa this week to train about 75 people from the police service and school boards, said Ottawa is the first city in Canada where this many school boards have agreed to work together.

He said that's a good thing because school boards can now share information about students who, in the past, might have transferred to different school boards after causing trouble.

"When (students) get into hot water, the parents pull them and move them to another school board, and we don't communicate well with each other to let each other know what they're inheriting, meaning what problems that boy or girl is coming with," he said. School boards have had individual risk-assessment protocols in the past, but this new one will ensure that everyone is on the same page when dealing with everything from mild threats to actual violence.

Previously, if a student engaged in threatening behaviour or violence, Cameron said disciplinary action was often swift — the student was likely either suspended or expelled.

Under the new protocol, the aggressive student could still be disciplined, but school officials will also ask a key question they may not have in the past: Does the student who just threatened to bring a weapon or attack a particular target actually pose a risk? If a student makes a direct or plausible threat of violence — in person or over the Internet — the school team will meet to share what they know about the student, including whether he or she has a history with the police.

The team might also gather information about attack-related behaviour, such as stories or pictures the student has created in class that depict the violent threat the student made.

"We can begin to connect the dots and then plan strategically how for we're going to interview that boy or girl or their parents," Cameron said.

He added a school board with 30,000 students may see the protocol used on average between 50 and 100 times a year for serious incidents.

Cameron said the agreement, which takes effect immediately, will also cement the work police officers assigned to schools are already doing.

"There is no better violence prevention program than cops in schools," he said.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

1 décembre 2010 | Le Droit

CONCOURS DE POÉSIE

Impératif français lance son concours de poésie à l'intention du grand public et des étudiants à temps plein des écoles secondaires, des collèges et de l'Université du Québec en Outaouais. Le thème pour cette année est Le français, pour agir ensemble. Pour vous inscrire, il suffit de remplir le formulaire disponible sur le site Internet de l'organisme au www.imperatif-français.org.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Classement de l'article | 1 déc. 2010 | La Revue | >Michel Moyneur
redaction.ouataouais@transcontinental.ca

L'autobus plus accessible pour les 12-16 ans

La Société de transport de l'Outaouais (STO) lance un nouveau la bonnement mensuel destiné aux jeunes de 12 à 16 ans.



(Photo: Michel Moyneur)

Le président de la STO, Patrice Martin, a présenté la nouvelle passe ZAP la semaine dernière.

Dès le 15 décembre, les adolescents pourront bénéficier de la toute nouvelle passe ZAP qui leur permettra de voyager à bord des autobus de la STO après 18h les jours de semaine et les week-ends. La carte d'embarquement sera aussi valide les jours fériés et lors des congés scolaires du temps des Fêtes et de la semaine de relâche.

Au coût de 15\$ par mois, elle pourra être émise et activée dans tous les points de service de la STO et dans les points de rechargement de la carte à puce.

Afin de bénéficier des avantages de la nouvelle passe, les jeunes doivent être inscrits à temps complet dans une institution d'enseignement secondaire du Québec et avoir 16 ans et moins au 30

septembre de l'année scolaire en cours.

« Depuis quelque temps, on explore différents forfaits pour aider les familles et la passe ZAP fait partie de cette tendance-là. L'objectif c'est de donner de l'autonomie aux jeunes, de leur faire découvrir le réseau de la STO et d'aider les parents à donner des ailes à leurs enfants», a indiqué le président de la Société de transport, Patrice Martin, lors de la plus récente assemblée du conseil d'administration.

Un surplus de plus d'un demi-million de dollars

Par ailleurs, la STO a profité de l'occasion pour dévoiler qu'une somme de 526 281\$ provenant d'un surplus enregistré en 2007 sera versée dans son fonds d'immobilisation.

«C'est de l'argent qui va nous permettre de payer des projets comptant plutôt que d'être obligé d'emprunter», a indiqué M. Martin, ajoutant que cette somme apparaissait aux livres des états financiers de la STO depuis trois ans sans jamais avoir été affectée à un usage précis.

SUPER VENTE • 45% de ra

Purifiez vous avec Eler Essence®

Pour plus de détails: www.sto.ca

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

1 décembre 2010 | *Le Droit* | *PATRICKPATRICKDUQUETTE DUQUETTE*
pduquette@pduquette@ledroit.ledroit.com com

Le Salon du livre de l'Outaouais reprend du poil de la bête

Après avoir failli y passer l'an dernier, le Salon du livre de l'Outaouais a réussi à redresser sa situation financière. Une entente de trois ans avec le Palais des congrès et l'appui accru des bailleurs de fonds publics laissent présager des jours meilleurs pour l'événement qui tiendra sa 32e édition au mois de février prochain.



LA TROUPE
DÉSINVOLTE PRÉSENTE:

TROUPE DÉSINVOLTE

Perspectives valentines

Création parsemée de piécettes de Karl Valentin

MISE EN SCÈNE: ÉDITH VILLENEUVE, YVES GILBERT

À L'ESPACE RENÉ-PROVOST
39, RUE LEDUC
GATINEAU (Secteur Hull)

Adultes: 15\$
Étudiants, Aînés: 10\$

Réservations:
latroupedesinvolve@gmail.com
819.918.5716

8, 9
10, 11 **DÉCEMBRE** À 20h00
MATINÉES LES 11 ET 12 DÉCEMBRE À 13h00

Billets vendus également à la porte

**Ville de Gatineau**

2408862

La Ville de Gatineau a confirmé hier qu'elle doublait son soutien financier au SLO. Elle lui versera 76 400 \$ pour chacune des trois prochaines années. Ce coup de pouce supplémentaire vient « stabiliser » les finances du SLO. Les deux autres contributeurs publics de l'événement, le gouvernement fédéral et la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC), ont aussi bonifié leurs subventions.

« Ce qui est intéressant, c'est que nous ne sommes plus dépendants de subventions annuelles, se réjouissait hier la directrice du SLO, Anne-Marie Trudel. On a une entente sur deux ans avec le fédéral, sur trois ans avec Gatineau. Et du côté de Québec, la SODEC a aussi augmenté ses contributions. Le Salon du livre se stabilise pour trois, peut-être quatre éditions. On vient vraiment d'attacher, au niveau des différentes contributions de nos bailleurs de fonds publics, de quoi nous permettre de nous concentrer sur ce qui est important pour nous : les activités, les auteurs et la programmation du Salon. Bref, cela me permet de faire ce pour quoi je suis payée : en faire un événement incroyable. »

Des moments difficiles

Le Salon du livre a vécu des moments difficiles l'an dernier.

Depuis que le Palais des congrès est passé aux mains de la Société immobilière du Québec, « le coût du loyer a explosé, il a été multiplié plusieurs fois », rappelle Mme Trudel. Le SLO en est finalement venu à une entente de trois ans, renouvelable pour une année, avec la direction. « On s'est négocié une entente acceptable pour tout le monde. On a fait notre bout de chemin en revoyant certaines façons de faire. Par exemple, le montage se fait désormais la nuit, ce qui permet de sauver une journée de location. En contrepartie, le Palais des congrès nous a consenti certains avantages qu'on n'avait pas l'année dernière. »

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

1 décembre 2010 | Le Droit | *GUILLAUMEGUILLAUMEST-ST-PIERRE PIERRE*
gstpierre@gstpierre@ledroit.ledroit.com com

Un nouveau président « rassembleur



Les organismes communautaires Franco-ontariens auraient tout intérêt à se « rassembler davantage », estime le tout nouveau président de l'Association canadienne-française de l'Ontario, Bertin Beaulieu, élu hier.

C'est donc en tant que « rassembleur » que M. Beaulieu, un homme d'affaires acadien qui a élu domicile à Ottawa il y a 30 ans, arrive la tête de l'ACFO.

« Je trouve qu'il y a un manque de communication entre les ACFO de la province, a-t-il confié au Droit, invitant par la même occasion l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO) à la même table. On ne se rassemble pas comme on devrait le faire. Plus on est de monde, plus on est fort. »

Une soixantaine de personnes étaient présentes, hier, lors de l'assemblée générale annuelle de l'ACFO d'Ottawa.

M. Beaulieu a profité de l'occasion pour saluer l'arrivée de CJFO 94,5 dans le paysage radiophonique. Il assure d'ailleurs avoir déjà tendu la main à la station, et qu'il souhaite voir « la communauté embarquer dans le projet. »

L'actuel conseil d'administration a échoué dans sa tentative de modifier le nom « vieillot » de l'ACFO, pour un autre, plus « inclusif », selon le président sortant, Jean-François Royer. Le nom proposé, l'Association de la communauté francophone d'Ottawa, refléterait mieux la nouvelle réalité des Franco-ontariens. « En faisant référence aux communautés, on rassemble toutes celles qui composent la francophonie diversifiée d'Ottawa », souligne M. Beaulieu.

Les opposants au changement de nom – dont le député fédéral de la circonscription Ottawa-Vanier, Mauril Bélanger – estiment que le conseil a bâclé la procédure de changement de nom, n'ayant eu aucun contact formel à cet effet avec les autres ACFO de la province, sans pour autant être en désaccord avec la modification.

La campagne électorale municipale est peut-être loin derrière, cela n'a pas pour autant empêché le chef de cabinet de Jim Watson, Serge Arpin, venu le représenter, de lancer quelques flèches en direction de Larry O'Brien et de son administration pour le piètre traitement réservé au fait français lors de son mandat.



« Les quatre prochaines années ne ressembleront en rien aux quatre dernières, a-t-il promis, soulignant que la porte sera toujours ouverte au cabinet du maire Watson. Nous allons respecter cette communauté essentielle à la vie de la capitale du Canada. »

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | *1 Dec 2010* | *Ottawa Citizen*

Gun rumour sparks school lockdown

A lockdown at a Toronto high school sparked by a conversation overheard on a bus ended early Tuesday afternoon with one arrest but no handgun discovered. Police said there was no credible threat to the school, East York Collegiate Institute. The lockdown began around 11 a.m. after police received reports of a conversation about someone heading to the school with a handgun. Police will review surveillance video shot inside the bus on which the conversation took place.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 1 Dec 2010 | *Ottawa Citizen*

Fearful student's PhD peeves profs

The controversy over awarding a PhD in math to a University of Manitoba student suffering from extreme examination anxiety has gone global. A group of 86 mathematicians from universities in Canada, the United States and Europe has warned U of M president David Barnard that the furore could jeopardize the reputation of the math degrees at the university. They called on Barnard to either publicly justify the university's decision, or revoke the doctorate.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 1 Dec 2010 | Ottawa Citizen

Mali, First Avenue Public School linked by ‘doing something for Phie’

I



CODE's honorary patron and former Governor General of Canada Michaëlle Jean delivers Project Love kits from children at First Avenue Public School to students at École Kagoua in Moribila, Mali.

By Becky Conrad t all started with a little boy's face beaming up at Denis Arsenault and me as we agreed to buy postcards from him – postcards that we did not need – postcards of the mysterious, ancient Khmer architecture. Phie was his name. He might have been nine years old. This was his job – to sell to tourists at Angkor Wat, Cambodia. That day, he was selling postcards; he should have been at a school. That day, he and a small group of selling colleagues milled about the dusty ground in front of the temple; he should have been playing imaginary games with friends on a dusty school yard.

This encounter between Phie and us happened seven years ago. It was at that moment that we decided to 'do something.' 'Do something' for these young people caught within the economics of a developing country and the realities of family poverty and a lack of education.

Our travels continued for a few more months before we returned to Ottawa. As can easily happen, life continued on much in the same pattern as it did before we travelled. Denis returned to teaching children at First Avenue Public School in Ottawa. What was different though, was the desire to 'do something.'

In late fall Denis approached the school council at First Avenue Public School with a proposal to twin First Avenue with a school in a developing country. Sean Maddox, a member of the school council and director of development at CODE, (formerly known as the Canadian Organization for Development

through Education) had contacts in Mali, namely CODE's country partner in that country – ALED, the Association pour la lecture, l'éducation et le développement. Through the combined efforts of these contacts and the Malian Ministry of Education, the school group approached Kagoua School in Moribila, Mali.

During an evening meeting in Ottawa, Denis provided snacks for the school council. This snack was his own homemade Thai turkey sausages. That evening, the council suggested that Denis offer his sausages for sale to the school community as a fundraiser. Council members must have loved the taste of them because news spread quickly among the First Avenue families. During the fundraiser, the First Avenue community ordered 152 kg of Denis's Thai turkey sausages.

The weekend that followed is one that neither of us will forget. Denis had a solid, but domestic-purposed, sausage maker; nothing to handle the large order on hand. After a full weekend of 15-hour days with three people chopping herbs, stuffing and linking, the sausages were ready for pick-up. That first fundraiser brought in over \$1,200. Two more annual events were added to the fundraising roster: a read-a-thon and an art vernissage. Over a five-year period, this school community raised \$50,000.

One of the underlying principles of this partnership was the mutual benefit to students in both Ottawa and Moribila. The reciprocal nature of the twinning was key. Students wrote to each other several times each year. The excitement was real when a box full of letters from Mali showed up at First Avenue. Disposable cameras were sent to Mali. The pictures gave the children in Mali a chance to share a part of themselves, and it gave the children in Ottawa an unembellished look into the lives of their new friends. Each group created a wall-hanging for the other. The First Avenue family was privileged to have former Governor General Michaëlle Jean deliver their wall-hanging and letters to Mali during her first trip abroad as Governor General.

In the spring of this year, a few years into the project, Denis took a phone call. The person wanted to know how much time it took to travel from Montreal to Ottawa by car. That afternoon, the Malian minister responsible for the development of literacy for girls made an impromptu side trip from Montreal to Ottawa to personally meet and thank the people at First Avenue Public School. She let them know that they will never know the full effect of this twinning. In a village where there is little electricity, no plumbing and no hope for their children – there now is widespread hope.

At Kagoua School in Moribila, teachers were hired, medical help and vaccinations provided and books and learning materials were purchased. Receipts supplied showed how the money was spent. It is not uncommon for young girls, from families in dire poverty, to work as domestic help rather than go to school. Some of the money helped to replace these lost wages and enabled girls to attend school.

In Ottawa, a new company was formed. Denis's Gourmet Sausages responded to the demand for sausages that grew from this fundraiser. Denis's sausages were available at a number of grocery stores and gourmet food shops. Denis is currently working at restructuring the company.

Literacy

Today, a beautiful Tchiwara (antelopelike) sculpture sits in our home. In Mali Tchiwara are given to an individual who has earned the great respect and appreciation of their colleagues. It is given in recognition of great work. Denis's Tchiwara is a gift from the country and people of Mali. This Tchiwara is a reminder to continue to 'do something.'

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Autos Careers Classifieds Homes



Soccer teen booted for team speech

By **DON PEAT**, QMI AGENCY

Last Updated: December 1, 2010 2:20am



Toronto student Emil Cohen stands in front of Northern Secondary. (Michael Peake, QMI Agency)

TORONTO - A Toronto high school student says he got kicked out of classes for two days for standing up for his soccer team.

Emil Cohen, a Grade 12 student at Northern Secondary School got the boot last week after giving a speech at a school assembly where he complained about getting the short end of the physical education department's stick. Some students are organizing a rally outside the school for the lunch hour Friday to support Cohen and demand he not be punished for speaking freely.

But the suspension wasn't a bid to shutdown free speech, a Toronto District School Board (TDSB) spokesman said.

In his speech summing up the soccer season, Cohen, 17, told the audience, "We now have it instilled into us that 'soccer' at Northern is synonymous with the word 'unnecessary.'"

He was called down to the office the next day and told the phys-ed department was "really angry and upset" and all his sports privileges were revoked, said Cohen.

The following day he was given the two-day suspension.

"I think it is ridiculous," Cohen said Tuesday. "The lesson to me as a student is if you're wrong, you can't try to right it because you're going to get suspended."

Over the last few years the soccer team has had to bring their own soccer balls and pylons to practices, play without proper uniforms, find their own coach and move their home games off the school's field so the football team can hold practice, said Cohen, who has already served the suspension.

TDSB spokesman Shari Schwartz-Maltz stressed Cohen was suspended for defying a teacher who told him to change his speech.

"The teacher said listen there is a time and a place to air your concerns and this is not the time and the place," Schwartz-Maltz said. "That's the critical point of this whole thing, it has nothing whatsoever to do with freedom of speech, it has everything to do with airing your concerns during an appropriate time."

Board officials said Cohen couldn't play in any team sports until he faced a regional disciplinary committee about a red card he received during the last game of the season.

But officials admitted sidelining Cohen from sports was also part of his punishment for giving the speech.

"They want to give him an opportunity to take responsibility for his actions and do the right thing," Schwartz-Maltz said. "It's kind of like a give and take, let's see you pick it up."

Protest organizer Henry Lee Heinonen disagrees.

"This is about free speech," said the Grade 12 student. "I feel that it is unfair that Emil is suspended and had his phys-ed privileges removed for what he said."

"He was told to rewrite some things and he did...but even if he didn't, should he be suspended for two days?

"It's a bit of an outrage," he said.

don.peat@sunmedia.ca

An excerpt from Emil Cohen's speech:

"This year, the soccer season was one that easily surpassed the expectations of everyone involved with the team.

Admittedly, these expectations were extremely low, due to the three years of abject failure that we have been subjected to, through no fault of our own.

We now have it instilled into us that soccer (at northern) is synonymous with the word 'unnecessary.'

We had this point made clearly to us during the season, when our last two home games ... were moved to Forest Hill to allow the football team more field time.

Nevertheless, we had a team this year, due to the tenacity and perseverance of several players, who took it upon themselves to do the phys-ed department's job and find a coach."

Copyright © 2010 Ottawa Sun All Rights Reserved